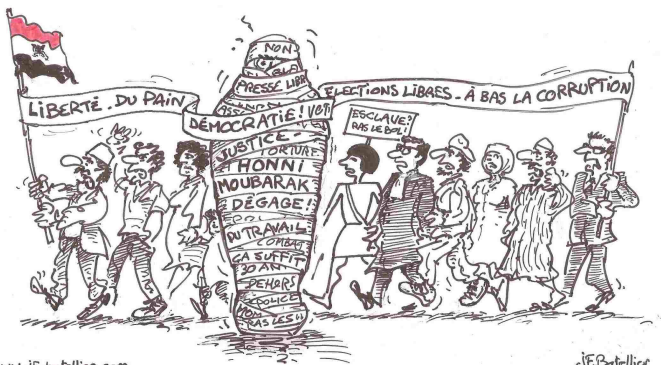


## Comité de solidarité avec la lutte du peuple égyptien



Depuis la « Journée de la colère » du 25 janvier en Egypte contre la dictature et la pauvreté (la moitié de la population -soit 40 millions de personnes- vit avec moins de 2 \$ par jour), un mouvement populaire sans précédent dans son histoire récente se développe partout dans le pays. Il touche désormais l'ensemble des couches sociales. Malgré la censure (y compris coupures internet et téléphones), l'intimidation policière, les provocations, le couvre-feu et une répression sanglante (plus de 300 morts et des milliers de blessés au 1er février selon l'ONU), **des millions de gens manifestent et tiennent la rue, exigeant la chute de Moubarak et de son régime. Ils réclament la liberté, la dignité, la justice sociale.**

Depuis plus de trente ans, l'Égypte vit sous le joug d'une dictature associant pouvoir et argent : un régime autoritaire, corrompu, illégitime qui gouverne le pays au détriment de son peuple, au profit de lui-même et de quelques alliés stratégiques. Moubarak, mais aussi sa famille, sa cour de ministres aux ordres et ses hommes d'affaires véreux sont autant de vieux visages qui tiennent les mêmes discours pour détourner les Égyptiens de leurs véritables ennemis : corruption, misère, chômage, répression (l'état d'urgence décrété en 1981 est toujours en vigueur), absence d'éducation et libertés muselées, sous le regard complaisant des gouvernements voire la complicité active des instances internationales comme le FMI. Depuis plus de trente ans, des générations se sont succédées et ont fait face à la même rengaine, aux mêmes discours, à la même politique : toujours au détriment du peuple égyptien et au profit d'un « pharaon » autocrate entouré de notables corrompus.

...**Le soulèvement populaire ne se contentera pas de vagues promesses de « transition » démocratique.** Et les Égyptiens comme les autres peuples arabes n'entendent se faire dicter par personne – surtout pas par les dirigeants français, européens et américains complices de Moubarak et du régime – la conduite pour la suite de leur mouvement. Ils comptent sur un large mouvement de solidarité internationale pour dire halte à la répression de leurs aspirations à la liberté, et pour gagner ensemble de nouvelles conquêtes démocratiques, sociales et politiques au niveau international, à commencer par la liberté d'aller et venir et de s'organiser.



Plus que jamais, la paix passe par la réussite de la révolution démocratique en cours. Dans l'immédiat, le peuple égyptien veut mettre en échec les manœuvres dilatoires d'un régime aux abois. Celui-ci a lancé mercredi 2 février 2011 ses « baltaguiya » – des nervis et des milices armées maquillés en manifestants « pro-Moubarak » – à l'assaut du mouvement qui occupait pacifiquement la place Tahrir pour provoquer un sentiment de chaos et pour diviser la population, dans l'espoir de reprendre la main. Le bilan de cette journée est lourd : encore plusieurs morts et des centaines de blessés. Avec les Égyptiens, la communauté internationale doit dire : « Le peuple égyptien exige la chute du régime », « solidarité avec les luttes des peuples arabes », « halte au soutien aux dictatures », « halte à la répression ! Dissolution des milices paramilitaires », « Moubarak dégage ! », « Vive la révolution égyptienne », « vivent les peuples arabes en lutte ! »

[www.egyptesolidarite.wordpress.com](http://www.egyptesolidarite.wordpress.com)

### Extraits du communiqué de l'Union syndicale Solidaires :

*Le peuple égyptien se mobilise contre le régime dictatorial de Moubarak et ce qu'il signifie de répression, d'inégalités et d'injustice sociale. Bravant la peur, la jeunesse est montée en première ligne dans ce combat. C'est maintenant la population toute entière qui exige la liberté, la démocratie et la justice sociale. Comme en Tunisie, et dans de nombreux pays arabes, les peuples n'acceptent plus les régimes corrompus, dictatoriaux, soutenus par les puissances occidentales et les multinationales. Tous les manifestants arrêtés ces dernières semaines, tous les prisonniers politiques doivent être libérés, les tortionnaires et leurs responsables doivent être jugés !*

*Les politiques libérales mises en œuvre en Egypte, sous l'impulsion du FMI et de la Banque mondiale, ont conduit à l'aggravation des inégalités pour le profit d'une minorité au pouvoir ou dans sa proximité : il faut y mettre un terme ! Les grandes puissances occidentales, les USA et la France notamment, doivent cesser leur soutien aux dictateurs et leur ingérence : c'est au peuple égyptien de décider de son avenir !*

*L'Union syndicale Solidaires apporte son soutien total au peuple égyptien dans son combat pour la dignité, la démocratie et les droits sociaux. Elle salue tout particulièrement les syndicats indépendants qui, courageusement, se sont opposés à la confédération syndicale officielle inféodée au pouvoir. L'Union syndicale Solidaires appelle ses adhérent-e-s à participer aux initiatives de solidarité...*

## Tunisie : nous poursuivons le soutien à nos camarades !

Le processus révolutionnaire en œuvre en Tunisie a permis le départ de Ben Ali et plus globalement le rejet du pouvoir dictatorial installé depuis des dizaines d'années. **Le syndicalisme a joué un rôle très important dans ce mouvement historique**, notamment à travers les secteurs de l'UGTT avec lesquels nous avons pu établir des liens, au contraire de la bureaucratie confédérale qui soutenait le régime. Il s'agit désormais de poursuivre notre soutien, en tenant compte du contexte qui a changé.

Lors de la réunion tenue à Oran le 15 janvier, le réseau syndical euro-méditerranéen (Solidaires, CNT-f, CGT-e, SNAPAP, ODT, ...) a prévu une délégation internationale en Tunisie. Il en est de même de l'intersyndicale CGT - CFDT - FSU - UNSA - Solidaires mise en place depuis le soutien au mouvement dans le bassin minier de Redeyef en 2008. [www.ftcr.eu](http://www.ftcr.eu)

Un numéro spécial, pour comprendre la situation en Tunisie

<b>Union syndicale Solidaires</b>		<b>Commission internationale</b>	
Solidaires et Internationalistes !		Solidaires et Internationalistes !	
Téléphone : 01 58 39 39 20 contact@solidaires.org www.solidaires.org		Solidaires et Internationalistes !	
Télécopie : 01 43 97 82 94		Solidaires et Internationalistes !	
		Numéro 31 fer - Janvier 2011	
<b>Tunisie : une révolution en marche</b>			

## Algérie : marche nationale pour les libertés le 12 février

La coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) appelle à une **marche nationale pacifique le samedi 12 février à Alger**. La coordination appelle le peuple algérien, les partis politiques, les syndicats et les associations de la société civile à s'inscrire dans la dynamique du changement **pour le changement et la démocratie, la levée de l'état d'urgence, la libération des détenus des émeutes, une Algérie démocratique et sociale, l'ouverture des champs politique et médiatique, la justice sociale**. L'Union syndicale Solidaires participera aux actions de soutien organisées dans plusieurs villes françaises ce même 12 février.

Le Département du Renseignement et de la Sécurité accentue en ce moment même la pression sur le Snapap (Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique) et ce depuis la réunion de vendredi 21 janvier qui a donné naissance à la **Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie**. Cette coordination, qui regroupe des syndicats autonomes, des associations et des partis politiques, se donne pour but de former un front uni afin de répondre à la crise sociale, économique et politique que traverse l'Algérie et dont les émeutes récentes sont la plus directe illustration. Les signataires de l'appel issu de cette rencontre exigent notamment la levée de l'état d'urgence, le respect des droits constitutionnels et la libération des émeutiers arrêtés ces dernières semaines...

Il est clair que les généraux du DRS qui contrôlent réellement le pays ne sont pas prêts à accepter la moindre ouverture démocratique. Ainsi, très ouvertement, le DRS est intervenu auprès de militants du Snapap et de certaines sections pour essayer d'obtenir des informations sur leurs activités actuelles et sur la Coordination Nationale. Il s'agit évidemment d'une tentative d'intimidation qui vise à étouffer dans l'œuf la création de tout cadre démocratique dans lequel pourraient s'exprimer pacifiquement les forces sociales en Algérie. Inquiet de la dégradation de la situation sociale et la montée des mécontentements, le DRS menace directement les syndicalistes autonomes du Snapap. Nous dénonçons de tels procédés et nous exigeons qu'ils cessent immédiatement ! Nous alertons l'opinion publique internationale, exigeons l'arrêt immédiat de ces manœuvres d'intimidation et des pressions policières qui s'exercent contre les forces démocratiques autonomes en Algérie. **Nous réitérons notre solidarité avec toutes ces forces autonomes démocratiques, en particulier avec le Snapap et les autres syndicats libres.**

[www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org](http://www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org)

## G8, G20 : les peuples, pas la finance. Yes we Cannes !

Associations de solidarité internationale, organisations citoyennes, syndicats, réseaux français et internationaux appellent à la mobilisation citoyenne à l'occasion du G8 et du G20 présidés par la France. Sont notamment signataires de cet appel, ATTAC France, CEDETIM, Confédération paysanne, France Amérique Latine, FSU, CGT, CIMADE, Les Amis de la Terre France, Oxfam France, Peuples Solidaires, Survie, ... et l'Union syndicale Solidaires.

**Les 26 et 27 mai, le sommet du G8 se réunira à Deauville ; les 3 et 4 novembre à Cannes celui du G20.** Mais les sommets passent, et les crises économique, financière, écologique et sociale persistent. Les derniers G8 et G20 (à Muskoka et à Séoul) n'ont apporté aucune réponse durable à ces crises. Les priorités annoncées pour la présidence française des G20 et G8 confirment qu'à l'inverse, ce sont les acteurs et les mécanismes à l'origine de ces crises qui verront leur légitimité renforcée...

Nos organisations, réunies dans la coalition G8/G20-2011, appellent à des mobilisations fortes à l'occasion de la tenue des sommets du G8 et du G20, et à un large rassemblement des mouvements, réseaux et organisations. Les réponses solidaires et démocratiques à la crise mondiale ne viendront pas des seuls dirigeants des pays les plus riches, mais des peuples eux-mêmes et d'un « G192 » représentant tous les États de la planète. Nous refusons de laisser aux puissants le droit d'imposer leurs solutions à des crises qu'ils ont engendrées. Nous voulons montrer que des voies alternatives existent, pour l'accès de tous aux droits humains fondamentaux, pour un partage plus juste des richesses, pour des modes de production et consommation qui préservent la planète et pour une démocratisation des instances de décisions internationales. [www.altermob.org](http://www.altermob.org)

## Pays basque : Aurore Martin ne doit pas être extradée

Alors que le délit d'opinion n'existe pas (encore ?) en France, le pays de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen a procédé en 2010 à plusieurs extraditions, sous le couvert de mandats d'arrêt européens, pour des activités d'ordre strictement politique (participation à des conférences de presse, écriture d'articles, adhésion à un parti, etc.). La voie a été ouverte en mai et août 2010 avec l'extradition vers leur pays d'origine de quatre jeunes pro-indépendantistes basques espagnols de l'organisation Segi (Asier Colona, Gaizka Likara, Carlos Renedo, puis Jon Telleria), et a été suivie en décembre de la remise aux autorités hispaniques d'Aurore Martin, une représentante du parti indépendantiste basque Batasuna. À cette occasion, un seuil a été franchi puisque l'intéressée est une ressortissante française.

**Ainsi, la France a livré à un pays tiers des personnes autorisées à vivre sur son sol et ses propres concitoyen-ne-s, afin qu'ils/elles soient puni-e-s pour des faits qui ne sont pas condamnables sur le territoire national.** Rappelons en effet que Segi et Batasuna sont deux organisations déclarées illégales en Espagne mais autorisées en France, que la simple appartenance à ces structures ne constitue donc pas de ce côté-ci des Pyrénées un délit d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, et que, peu importe la position de chacun d'entre nous sur le fait que ces deux groupes partagent l'idéal d'indépendance de l'ETA ou ne condamnent pas leurs actions, cela n'en fait pas, en droit français, des organisations criminelles. Rappelons également que ces deux organisations (ainsi qu'ETA) ne sont plus inscrites depuis le 12 juillet 2010 sur la liste des organisations considérées comme terroristes par le Conseil de l'Union européenne (règlement d'exécution n°610/2010). Rappelons enfin que la France fait cavalier seul dans cette aventure, La Grande-Bretagne et l'Italie ayant récemment décidé de ne pas donner de suites à des demandes analogues.

En poussant à l'extrême la logique de ce soutien apporté aux demandes d'extradition de nos ressortissant-e-s pour des activités politiques liées de près ou de loin au mouvement indépendantiste basque, on aboutit par exemple à ce que le gouvernement doive accepter de remettre aux autorités espagnoles tout élu français s'étant prononcé publiquement sur le sujet ! Ça risque de faire du monde, et surtout désordre. Le mandat européen doit rester ce pour quoi il a été créé : un outil mis à la disposition des justices européennes afin de lutter contre le banditisme et les mafias internationales. Il ne doit pas être dévoyé en outil de répression pour restreindre les libertés individuelles, les droits politiques, associatifs et culturels. **L'Union syndicale Solidaires exige que les poursuites à l'encontre d'Aurore Martin soient abandonnées.**

## Mexique : arrestations au Chiapas

Le 3 février, 117 membres de l'*ejido* (une des formes de communauté villageoise reconnues par la loi) de San Sebastián Bachajón ont été arrêtés par la police de l'État, la police fédérale, et des éléments de l'armée fédérale, alors qu'ils protestaient après avoir été chassés du guichet de paiement de l'entrée des Cascades d'Agua Azul par un groupe de militants du Parti Révolutionnaire Institutionnel appuyés par les polices fédérale et de l'État.

L'hypocrisie du gouverneur du Chiapas, Juan Sabines, se montre à présent au grand jour. Ses paroles sont une chose et ses actes sont tout autres. Ses mots d'admiration envers Samuel Ruiz (ancien évêque de San Cristóbal de Las Casas, connu pour son engagement aux côtés des peuples indigènes), d'un côté, et de l'autre sa haine et sa violence à l'égard des indigènes et de leurs organisations indépendantes. **Il ne tolère pas que ses anciens péons lui parlent d'égal à égal, et moins encore qu'ils défendent leurs droits et leurs terres.** Que voyons-nous au Chiapas, au-delà des campagnes diffusées dans les médias commerciaux qui s'efforcent de donner une fausse image de l'État du Sud-Est ? Rien que la répression et la spoliation.

Ce n'est pas la première fois que Juan Sabines agresse des militants sociaux, aussi bien de communautés zapatistes que de celles qui adhèrent à *La Otra Campaña*, qu'il s'en prend au mouvement social qui lutte pour la justice, pour son droit à vivre dignement, pour la construction d'un nouveau pays et d'un nouveau monde ; nos compagnons arrêtés en sont une nouvelle preuve. On n'a pas touché un cheveu de ceux du PRI alors qu'ils dépouillaient les citoyens de Bachajón, mais on a arrêté les citoyens alors qu'ils luttaient justement pour récupérer ce qu'ils avaient obtenu au prix de leurs efforts.

Le Réseau contre la répression et pour la solidarité reste en alerte face à cette situation injuste et réalisera les actions nécessaires de solidarité envers nos compagnons du Chiapas. Nous appelons tous nos camarades du pays à réaliser des actions de solidarité et de protestation face à cette agression du PRI et du gouvernement de Sabines contre les membres de l'*ejido* de San Sebastián de Bachajón, selon leurs propres modalités. Liberté pour les prisonniers politiques, liberté pour nos camarades de San Sebastián de Bachajón ! Contre la spoliation et la répression... la solidarité. [www.cspcl.ouvaton.org](http://www.cspcl.ouvaton.org)

## Amnesty international : personnes en danger

**Gertrude Hambira**, responsable du syndicat des travailleurs/ses agricoles du Zimbabwe (GAPWUZ) est actuellement en exil en Afrique du sud. **Amnesty organise sa venue en Europe et notamment en France, dans la période 20 mai – 10 juin.** Débats, délégations à l'ambassade, etc. seront organisés. L'Union syndicale Solidaires s'inscrira dans ces initiatives.

[www.amnesty.fr/index.php/amnesty/agir/campagnes/personnes\\_en\\_danger/actions](http://www.amnesty.fr/index.php/amnesty/agir/campagnes/personnes_en_danger/actions)

## Espagne : la CGT dénonce l'interdiction du droit de grève

*Fin décembre, les contrôleurs/ses aériens déclenchaient une grève, à laquelle le gouvernement socialiste répondait par ... la militarisation, la réquisition, la menace d'emprisonnement.*

Pour la CGT, il est intolérable qu'un conflit du travail comme celui des contrôleurs et contrôleuses aérien-ne-s soit résolu par la **militarisation**, l'accusation du **délit de sédition** et même la **saisie de leurs biens personnels**. La CGT a condamné l'État d'Alerte décrété et continue à condamner la prolongation de cette situation exceptionnelle d'État d'Alerte. De même, elle dénonce les agissements autoritaires du gouvernement comme l'adoption de décrets-lois pour abolir une convention collective ou imposer des conditions de travail, et leur utilisation comme rideau de fumée pour privatiser de nouvelles entreprises publiques et supprimer l'aide de 426 euros aux chômeurs/ses de longue durée.

Ce type d'agissements met en évidence la volonté du gouvernement de résoudre ce conflit de façon autoritaire, et l'incapacité du Ministre du Développement à trouver une solution démocratique à un conflit du travail ; en effet, il provoque de manière préméditée l'éclatement d'un collectif qui, indépendamment du fait qu'il est organisé de façon corporative pour défendre ses hauts salaires et d'autres conditions de travail propres, est en train de subir le même harcèlement que le reste de la classe ouvrière, puisqu'on lui **impose ses conditions de travail par un Décret-Loi, sans aucune possibilité de négociation**. En raison de ce procédé et de sa prévisible application à d'autres conflits du travail semblables, la CGT demande la démission du ministre José Blanco.

Le problème de fond du conflit, que cette manœuvre cherche à cacher au débat public, c'est le décret-loi adopté début décembre par le gouvernement pour continuer à vendre misérablement notre patrimoine public à ses amis chefs d'entreprise. Concrètement, il s'agit de privatiser 49% de AENA (Aéroports Espagnols et Navigation Aérienne, organisme public chargé à la fois de la gestion des aéroports et du contrôle aérien, et de leurs personnels respectifs), **concéder à des entreprises amies pour un prix dérisoire la gestion des aéroports, tout en laissant la dette des principaux aéroports au trésor public** et en privant les petits aéroports régionaux de la protection contre la taxe croisée imposée au reste du réseau, ce qui fait qu'ils seront de fait financés par les citoyens.

La privatisation des aéroports espagnols, non seulement représente une fraude monumentale envers toute la population, mais elle réduira considérablement le niveau de sécurité aéroportuaire et la qualité de prestation de service aux passager-e-s. Les chiffres de cette énorme escroquerie disent tout : alors que l'agrandissement du seul aéroport de Barajas (Madrid) a coûté 8 milliards d'euros, auxquels il faut ajouter ceux d'El Prat, Málaga, Alicante et beaucoup d'autres, le gouvernement prétend vendre 49% des 47 aéroports espagnols pour 8,9 milliards d'euros. La valeur réelle de 49% d'AENA ne peut en aucun cas se situer en dessous des 60 milliards d'euros. De même, la privatisation de AENA va avoir des conséquences sur tous ses travailleurs et travailleuses. AENA est une entreprise publique de plus de 10.000 travailleurs/euses, parmi lesquels se trouvent les collectifs d'aide aux passagers et aux compagnies, le personnel d'entretien, celui chargé des signaux, les pompiers, le personnel d'opération et gestion aéroportuaire, les administratifs, les médecins et autres personnels de santé et des diplômés universitaires, ce qui représente 80% du personnel d'AENA. **La privatisation va signifier le transfert des employé-e-s à une Société Anonyme, et plus tard à un concessionnaire, ce qui leur fera perdre leur statut d'employé-e-s publics et la garantie de l'emploi.**

En même temps, on privatise 30% des « loteries et paris » pour 5 milliards d'euros, alors qu'ils produisent annuellement 12 milliards de bénéfices. La CGT dénonce le fait que dans tout ce processus le gouvernement a atteint ses objectifs d'approfondir la privatisation du secteur public, obéissant ainsi aux diktats des marchés, de diviser les travailleurs et travailleuses, d'empêcher l'unité d'action syndicale pour défendre ces entreprises publiques, de dresser l'opinion publique contre les travailleurs/euses, et tout cela sans le moindre scrupule à se jeter dans les bras de l'armée, en faisant l'impasse sur les conséquences que cela pourrait avoir dans l'avenir. La CGT continuera à défendre la lutte syndicale et sociale des travailleurs et travailleuses contre la privatisation et la spoliation des entreprises publiques. [www.cgt.org.es](http://www.cgt.org.es)



*Sur cette photo les représentants des Commissions Ouvrières, de l'UGT, du patronat et du gouvernement espagnols qui viennent de signer ensemble un « pacte social » qui entérine notamment le recul de l'âge légal de la retraite, l'augmentation du nombre d'années de cotisations, et quelques autres reculs sociaux... La CGT-e, la Confederación Intersindical, LAB, ESK, IAC, dénoncent cette trahison et appellent à poursuivre la lutte !*

## Commission internationale de l'Union syndicale Solidaires

Les organisations de Solidaires ont reçu le compte rendu de la dernière réunion ; au sommaire : Europe, réseau des syndicats alternatifs ■ Rencontre avec LAB ■ L'autre Davos ■ G8 et G20, contre-sommets en 2011 ■ Organisation Internationale du Travail ■ Forum Social Mondial ■ Réseau syndical euro-méditerranéen, Tunisie, Egypte ■ Palestine, campagnes unitaires et activités Solidaires ■ Colombie, violences sur les syndicalistes ■ Mexique, Chiapas ■ Amnesty International, partenariat ■ Revue internationale Solidaires ■ Congrès Solidaires, invitations internationales ■ Prochaine réunion, le 8 avril.

*En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>*